

L'UE ne veut plus des votations suisses, discours de Jean-Luc Addor aux Assises du 15 mars

écrit par Christine Tasin | 18 mars 2015



D'aucuns pourraient imaginer la Suisse comme un havre de paix et de liberté épargné par les convulsions qui secouent certains de ses voisins, à commencer par la France. Et pourtant. Chez nous aussi, la liberté d'expression recule tous les jours. Nous aussi, nous avons nos lois qui, sous couvert de lutte contre la discrimination, sont utilisées pour empêcher les patriotes de dire la vérité à leurs concitoyens, en particulier sur les réalités et les conséquences de l'immigration, une immigration planétaire de masse dont nous savons qu'elle déstructure nos identités et nos traditions à nous, pays, peuples d'Europe, une immigration de masse dont nous savons aussi qu'elle est le vecteur essentiel, presque unique de l'islamisation de nos pays. Par un retournement hélas prévisible, ces lois sont aujourd'hui utilisées contre nous, patriotes d'Europe, par ceux qui défendent les lapideurs, les égorgeurs. Même en Suisse, en Suisse comme ailleurs, il est devenu dangereux de ne pas dire à quel point l'islam est une religion d'amour et de paix.

Et voici que tout récemment encore, les Suisses apprenaient que depuis 2007, sur la base d'auditions de Suisses et bien sûr d'étrangers dont nul ne sait qui les choisit, la Confédération a mis en place une véritable police de la pensée qui recense systématiquement les tendances racistes ou discriminatoires. La Stasi, c'est maintenant !

Que reste-t-il alors de la liberté d'expression ?

Eh bien en Suisse, nous avons une chance extraordinaire, unique au monde ; nous disposons des instruments de la démocratie directe : non seulement le référendum, qui permet de bloquer certaines dérives des élites (ou prétendues élites) politiques, mais aussi l'initiative, qui permet à 100'000 citoyens de donner des impulsions au système.

C'est avec ces outils que les Suisses ont remporté des combats dans lesquels l'UDC était bien souvent seule contre tous, contre le système, victoires qui ont suscité l'envie des

autres peuples d'Europe à qui l'on n'ose pas demander leur avis en dehors des élections. C'est ainsi qu'en 2009, à la stupeur de toutes les élites suisses et européennes, les Suisses ont osé dire non à la construction de minarets ; c'est ainsi, aussi, que voici à peine plus d'un an, ils ont osé dire non à l'immigration de masse. C'est ainsi encore que dans un canton, le Tessin, les citoyens ont dit non à la burqa dans l'espace public. Et ce n'est pas fini : en Valais, mon canton, l'UDC est en train de récolter des signatures pour une initiative qui vise à interdire le voile dans nos écoles ; et ceux qui avaient réussi à faire interdire les minarets (Oskar Freysinger en était) sont sur le point de lancer une initiative qui vise à étendre à la Suisse entière l'interdiction de la burqa voulue par les Tessinois.

La démocratie directe, c'est une soupape de sécurité. C'est pour les Suisses une arme de légitime défense contre l'islamisation, mais aussi d'une manière plus générale contre la marche forcée vers le mondialisme. C'est la revanche du pays réel sur le pays légal.

Au passage, je dirai que si PEGIDA n'a pas pris en Suisse, ce n'est pas parce que chez nous, il n'y aurait pas de patriotes qui s'engagent contre l'islamisation de l'Occident ; c'est avant tout parce que pour dire ce qu'ils ont à dire, les citoyens suisses n'ont pas besoin de descendre dans la rue : ils leur suffit d'un stylo (pour signer initiatives ou référendums) et d'un bulletin de vote ; c'est peut-être aussi parce que jusqu'ici, l'UDC a réussi à occuper tout cet espace politique du pays réel contre le pays légal et de la défense de notre identité contre l'islamisation.

L'arme de la démocratie directe est efficace. En 1992, grâce à une campagne que l'UDC a menée seule contre tous, les Suisses ont dit non à l'Espace économique européen. Depuis lors, même si nous savons qu'elle est dans les têtes de nos élites politiques et médiatiques, l'adhésion à l'Union européenne a presque disparu de l'agenda politique officiel (nous verrons

bien pour combien de temps...) ; plus personne n'ose bouger, car chacun sait que le peuple est contre, peut-être plus que jamais d'ailleurs.

Mais voici que cet outil de la démocratie directe est menacé.

Il l'est d'abord de l'intérieur. Car le système n'aime pas ce qui dérange son fonctionnement, pour ne pas dire son ronronnement ; le système, en réalité, n'aime pas vraiment le peuple, car le peuple dérange ; paradoxalement, dans notre démocratie, le peuple, c'est parfois l'intrus. D'aucuns s'emploient donc à faire taire le peuple en rendant plus difficile l'usage de la démocratie directe, les uns en réclamant l'augmentation du nombre de signatures nécessaires, les autres en demandant un contrôle préalable de la constitutionnalité des initiatives (il y aurait alors celles qu'on aurait le droit de déposer et les autres...).

L'autre menace qui pèse sur notre démocratie directe, c'est l'Union européenne. C'est l'UE qui nous dit que nous n'avons pas le droit de nous défendre contre l'immigration de masse, que nous n'avons pas le droit d'expulser les étrangers criminels (comme le peuple l'a aussi voulu). Depuis la votation contre l'immigration de masse, l'UE exerce des pressions terribles sur la Suisse pour que celle-ci édulcore ou même pour qu'elle n'applique pas ce que le peuple a voulu. C'est que les bureaucrates de Bruxelles n'ont pas l'habitude de compter avec le peuple. Leur habitude, c'est d'imposer leur loi dans tout l'Empire, tout seuls, sans nous citoyens. En parallèle, les dirigeants suisses semblent prêts à conclure avec l'UE des accords sur des questions institutionnelles, en clair à accepter d'abandonner des pans entiers de notre démocratie directe, donc de notre souveraineté et de notre liberté d'expression politique.

Puisque les initiatives, même acceptées par le peuple, se heurtent systématiquement à de prétendus obstacles tirés du droit international et notamment européen, le dernier rempart

qui pourrait permettre aux Suisses d'espérer échapper à la tutelle de l'UE est en train d'être dressé, une fois de plus, par l'UDC : nous venons en effet de lancer une nouvelle initiative qui, cette fois-ci, demande (sous réserve du droit international impératif) que l'on réaffirme la primauté du droit suisse, de notre droit, sur le droit international. Voilà une belle bataille en perspective, une de plus.

Une leçon qu'il faut tirer de tout cela, une leçon qui concerne tous les peuples d'Europe, c'est que notre combat pour conserver ou restaurer nos identités passe nécessairement par le démantèlement non pas bien sûr de l'Europe, mais de l'Union européenne (pour autant que celle-ci n'implose pas toute seule...) ; pour ceux qui n'y sont pas comme nous Suisses, ce combat passe par le courage de ne jamais accepter de nous noyer dans ces chimères mondialistes. L'Europe des peuples doit remplacer la bureaucratie de Bruxelles.

Une autre leçon que nous Suisses devons tirer aussi, c'est que si nous voulons rester libres, si nous voulons en particulier conserver cet espace unique de liberté d'expression qu'il permet, nous devons tout faire pour garder intact ce joyau qu'est notre démocratie directe.

La Suisse n'a de leçon à donner à personne. Peut-être, toutefois, que si nous Suisses avons le courage de rester nous-mêmes, de résister à l'Empire bureaucratique de Bruxelles, de continuer à vivre et à faire vivre notre démocratie directe, nous pourrions servir, modestement, de modèles et donner une lueur d'espoir, un chemin aux peuples d'Europe qui tiennent à leurs identités et à leurs libertés.

Jean-Luc Addor, député de l'UDC (Suisse)